

Me Ali-Yahia Abdenmour, à "Liberté"

"La mission du panel est de diviser le hirak"



©
Archiv
es/Lib
erté

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, l'infatigable militant et défenseur des droits de l'Homme revient sur sa rencontre avec les membres du panel et explicite sa position quant à la mission de cette instance. Il traite aussi de la situation générale du pays et préconise des solutions.

Liberté : Des membres du panel, conduit par Karim Younès, vous ont rendu visite. Peut-on savoir les sujets qu'ils ont évoqués avec vous ?

Me Ali-Yahia Abdenmour : Effectivement, samedi dernier, Karim Younès est venu me rendre visite. Il était accompagné par quatre membres du panel, dont le journaliste Ammar Belhimer, le seul que je connais parmi les quatre. Au début, on a évoqué des questions plutôt générales. Karim Younès, que je connais depuis longtemps, m'a expliqué sa mission en tant que coordinateur du panel. Il a mis l'accent sur le fait qu'il a été désigné par le chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah. Cela dit, et partant de là, il n'a de comptes à rendre qu'à celui qui l'a désigné et non à une autre institution. D'ailleurs, lors de notre échange, il n'a pas évoqué l'armée. Après une longue discussion qu'un des membres a pris la peine de me traduire en français, puisqu'ils parlaient tous en arabe, nous nous sommes salués. Le soir, alors que j'étais au lit, on m'a appelé pour me dire que le communiqué était prêt.

Qu'ont-ils voulu mettre dans le communiqué ?

La seule chose qu'ils voulaient mettre dans le communiqué, c'est que j'ai fait une rétrospective des événements depuis 20 ans, soit depuis le retour de Bouteflika aux commandes, et c'est tout, alors que nous avons évoqué

plusieurs autres sujets. J'ai décidé donc de rendre public le contenu de notre discussion pour lever toute équivoque et toute mauvaise interprétation de la visite de courtoisie.

Lors des discussions avec le panel, vous ont-ils fait des propositions ?

Non ! Ils ne m'ont rien demandé. Sauf que, et je dois le souligner, j'ai posé une question qui est fondamentale pour moi. À savoir que le pays, soit les institutions, sont dans l'illégalité. Bensalah, Bedoui, le président du Conseil constitutionnel sont tous illégaux et, de ce fait, nous devrions trouver une solution rapide à cette crise. Concernant la mission du panel, elle est de ramener, tout au moins, une partie de la société à accepter une élection présidentielle dans les meilleurs délais. Ils s'appuient sur la situation économique déplorable du pays pour y parvenir.

En résumé, la mission du panel, en mettant la pression pour aboutir à une élection présidentielle aussi rapidement, n'a qu'un seul but : diviser et casser le hirak. Je leur ai demandé s'ils étaient d'accord avec tous ceux qui militent pour créer les conditions nécessaires pour la satisfaction des principales revendications de la rue.

Vous dites que la mission du panel est de diviser la rue. Pouvez-vous être plus explicite ?

La première mission de ce panel est de répondre aux exigences du haut commandement militaire qui veut une élection présidentielle dans les meilleurs délais. Mais face au refus des citoyens, la situation se complique pour eux.

Donc, ils ont mis en place ce panel pour tenter la réalisation de ce projet d'élection présidentielle. D'ailleurs, ils disent qu'une partie de la population a adhéré à cette initiative. Ils disent aussi que sans cette élection, ce sera le chaos.

Pourquoi vous opposez-vous à la tenue d'une présidentielle ?

Certains disent que c'est la solution. Mais avec la Constitution actuelle, quelle que soit la nature du futur président, il sera dans l'obligation d'appliquer une Constitution qui est, elle-même, le problème. Notre loi fondamentale a été triturée plusieurs fois au profit du président qui s'était octroyé tous les pouvoirs. De ce fait, sans une révision en profondeur de ce texte, nous aurons demain un président qui jouira de tous les pouvoirs, donc nous aurons finalement un dictateur, un potentat. Donc, ceux qui appellent à la mise sur pied d'une Constituante ont raison. Car ses membres seront élus par le peuple souverain et ils n'appliqueront que les décisions du peuple souverain.

Propos recueillis par : Mohamed mouloudj